



GRAND CONSEIL
de la République et canton de Genève

RD 1647
R 1081

Date de dépôt : 26 novembre 2025

- a) RD 1647** **Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les grandes orientations et les priorités de la politique culturelle cantonale**
- b) R 1081** **Proposition de résolution du Conseil d'Etat approuvant le rapport sur les grandes orientations et les priorités de la politique culturelle cantonale**



GRAND CONSEIL

de la République et canton de Genève

R 1081

Proposition présentée par le Conseil d'Etat

Date de dépôt : 26 novembre 2025

Proposition de résolution

approuvant le rapport sur les grandes orientations et les priorités de la politique culturelle cantonale

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,
vu l'article 7, alinéa 3, de la loi pour la promotion de la culture et de la création artistique, du 23 juin 2023;
vu le RD 1647 présentant le rapport sur les grandes orientations et les priorités de la politique culturelle cantonale,
approuve le rapport sur les grandes orientations et les priorités de la politique culturelle cantonale (RD 1647).

Le présent rapport porte sur les grandes orientations et les priorités de la politique culturelle du canton de Genève, ainsi que sur les mesures de financement y relatives, au sens de l'article 7, alinéa 3, de la loi pour la promotion de la culture et de la création artistique, du 23 juin 2023 (LPCCA; rs/GE C 3 05), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024. Il propose des orientations pour les années 2026 à 2028.

A teneur de ce même article, la LPCCA prévoit que le Grand Conseil se détermine sous forme de résolution.

Sommaire

1. <i>Introduction</i>	4
2. <i>Orientations pour 2026-2028</i>	5
3. <i>Aspects financiers</i>	11
4. <i>Conclusion</i>	15

1. Introduction

En préambule, la culture occupe une place essentielle au sein de notre société car elle constitue l'un des socles sur lesquels se construit l'identité collective. La culture renforce la cohésion sociale et l'esprit critique, nécessaires à notre démocratie, en transmettant un patrimoine commun et en créant des repères partagés. Elle stimule également la créativité et l'innovation, enrichissant ainsi les champs artistiques, scientifiques et technologiques. La culture joue par ailleurs un rôle économique significatif, en générant des emplois dans les industries créatives et en attirant des visiteuses et visiteurs dans notre canton. Selon une étude parue en 2023 – réalisée par le *Zurich Centre for Creative Economies* de l'Université des arts de Zurich (ZHdK) –, le domaine culturel représentait en 2020 5,7% des emplois et 4,4% de l'économie du canton.

Conscient que la culture n'est pas seulement une expression de notre humanité, mais qu'elle est aussi un moteur de développement social et économique, le Grand Conseil a voté en juin 2023 la LPCCA, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier de l'année suivante. Cette loi ambitieuse, accompagnée de lignes directrices de la politique culturelle cantonale, adoptées par le Conseil d'Etat le 8 décembre 2022, et d'un règlement d'application (RPCCA; rs/GE C 3 05.01), adopté le 7 mai 2025 et entré en vigueur le 14 mai 2025, affirme le rôle du canton comme coordinateur de la politique culturelle sur l'ensemble du territoire, en concertation avec les communes et à travers la consultation des actrices et acteurs du domaine de la culture.

En faisant adopter la LPCCA par le Grand Conseil, le Conseil d'Etat a ainsi mis en œuvre l'article 216 de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012 (Cst-GE; rs/GE A 2 00), modifié à la suite de l'acceptation par 83,18% de la population votante de l'initiative populaire « Pour une politique culturelle cohérente à Genève » (IN 167) en mai 2019.

Parallèlement, le canton et les communes ont signé le 8 décembre 2022 un accord pour la politique culturelle à Genève accompagné d'un document-cadre pour une stratégie de cofinancement de la création artistique et des institutions culturelles¹. Ces documents confirment l'engagement des parties signataires à mener ensemble une politique culturelle cohérente, durable et inclusive.

Le Conseil d'Etat se dote ainsi d'un cap et de mécanismes clairs pour la politique culturelle cantonale.

¹ [Le canton et les communes signent l'accord pour la politique culturelle à Genève | ge.ch](https://www.ge.ch)

2. Orientations pour 2026-2028

Dans son programme de législature, le Conseil d'Etat s'est fixé comme objectif de développer une politique culturelle ambitieuse. L'objectif 3.6 dudit programme prévoit que « le canton s'implique davantage dans le soutien à l'activité culturelle locale, que ce soit par le biais de la participation à la gouvernance et au financement des grandes institutions, ou par le soutien à la création culturelle ». Par ailleurs, le canton « s'implique dans un accès élargi à la culture par le biais de mesures concrètes et s'emploie à garantir aux actrices et acteurs culturels des conditions de vie dignes. L'ouverture de nouveaux espaces culturels dans le secteur Praille-Acacias-Vernets (PAV) est encouragée, ainsi que le futur musée de la bande dessinée. »

La LPCCA, ainsi que les lignes directrices de la politique culturelle cantonale, ont été élaborées sur la base d'un large processus participatif qui a été mené entre 2021 et 2022. Cette consultation a permis de développer une politique culturelle cantonale qui se décline en 4 missions principales :

1. le canton met en œuvre une politique culturelle cohérente sur le territoire en favorisant la coopération;
2. le canton soutient la création artistique professionnelle et sa diffusion;
3. le canton favorise une transition durable et sociale dans le domaine de la culture;
4. le canton s'engage pour un accès et une participation à la culture pour le plus grand nombre.

Ces missions, ainsi que les axes stratégiques qui en découlent, sont détaillés dans les lignes directrices de la politique culturelle cantonale, figurant en annexe du présent rapport (annexe 1), dont est proposé ici un résumé succinct.

Mission 1 – Le canton met en œuvre une politique culturelle cohérente sur le territoire en favorisant la coopération

En tant qu'instance de référence en matière de politique culturelle selon l'article 69 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse, du 18 avril 1999 (Cst.; RS 101), le canton se doit d'assurer une vision d'ensemble sur le territoire genevois et de garantir l'accès pour toutes et tous à la culture. Il assure également le lien avec les autres cantons, ainsi qu'avec la Confédération et l'espace transfrontalier. Par ailleurs, le nouvel article 216 Cst-GE souligne le rôle du canton en tant que coordinateur de la politique culturelle, menée sur l'ensemble du territoire genevois, avec les communes genevoises. Une mission désormais reconnue par les

partenaires du domaine, qu'il s'agisse des autres collectivités publiques, des institutions ou des milieux artistiques. Cette reconnaissance et cette visibilité du canton comme pilier du secteur culturel s'accompagnent de nouveaux défis et de nouvelles responsabilités.

Ce rôle de rassembleur et de coordinateur de la politique culturelle repose sur 2 principes structurants : d'une part, la concertation entre le canton et les communes; d'autre part, la consultation des milieux culturels afin de partager les réalités du terrain. S'agissant de la concertation entre le canton et les communes, un organe de concertation et de coordination (OCC), piloté par le canton et réunissant des élues et élus des collectivités publiques, sera institué début 2026. Jusqu'alors, les premiers jalons de la politique culturelle concertée ont été posés par un comité de pilotage ayant réuni des représentantes et représentants du canton, de la Ville de Genève et de l'Association des communes genevoises (ACG).

L'OCC sera chargé de piloter le développement cohérent de la politique culturelle sur le territoire et d'émettre des recommandations sur les éléments stratégiques à l'attention du canton et des communes, notamment concernant le cofinancement de la création et des institutions.

Les premiers Etats généraux de la culture seront organisés en 2027 et permettront de réunir les différentes parties prenantes du monde culturel genevois.

Par ailleurs, la commission cantonale consultative d'accès à la culture, composée de représentantes et représentants des collectivités publiques, favorise la coordination entre les mesures d'accès à la culture à travers le territoire. Elle constitue ainsi un organe essentiel pour mettre en œuvre l'engagement pris par le Conseil d'Etat dans son programme de législature, à savoir d'œuvrer davantage pour un accès élargi à la culture.

En ce qui concerne la consultation des milieux culturels, le conseil consultatif de la culture (CCC) continue à assurer son rôle fédérateur, d'appui et de conseil, en pouvant désormais s'appuyer sur des consultations sectorielles. En effet, début 2026 le canton mettra sur pied, en collaboration avec les communes, des plateformes d'échange organisées par disciplines artistiques ou selon des thématiques transversales, afin de tenir compte au mieux des besoins du terrain.

Mission 2 – Le canton soutient la création artistique professionnelle et sa diffusion

Dans le but de maintenir une offre culturelle diversifiée et de qualité, le canton soutient les institutions et la création artistique; il encourage le rayonnement culturel en soutenant la diffusion des œuvres et la circulation des artistes locaux à l'intérieur comme à l'extérieur de son territoire.

Pour développer cette vision, le canton élabore, avec les communes, une stratégie de cofinancement de la création artistique et des institutions, sur la base du document-cadre pour une stratégie de cofinancement de la création artistique et des institutions culturelles, adopté en décembre 2022 et annexé au présent rapport (annexe 2). Ce document, qui sera finalisé par l'OCC une fois ce dernier créé, est appelé à être mis à jour au fur et à mesure de la mise en œuvre de la LPCCA.

Entre autres mesures, le canton mènera une réflexion sur le parcours de formation des artistes notamment en lien avec les cursus préprofessionnels accrédités, les formations en Haute-Ecoles et les milieux professionnels autour de la question : quelle professionnelle et quel professionnel former ? Il développera de nouveaux soutiens à la relève (passage entre la sortie de la formation et l'entrée dans la vie professionnelle), tout comme à l'émergence artistique (nouvelles formes, pratiques expérimentales), et valorisera la continuité du parcours professionnel. Il renforcera son soutien au rayonnement de la culture genevoise hors de ses frontières. Cela est particulièrement important pour faire connaître les artistes genevois en dehors des frontières cantonales, pour diffuser les valeurs véhiculées par la culture genevoise et pour développer des partenariats avec d'autres institutions culturelles. Le canton poursuivra aussi son soutien prioritaire au domaine du livre, avec un renouvellement de la dynamique des manifestations visant à atteindre un public plus large.

En coordination avec les communes, le canton développera le soutien aux créations et leur circulation hors de la Ville de Genève, afin de favoriser une répartition équilibrée de l'offre culturelle et la mise en place de projets fédérateurs sur le territoire cantonal, en prolongeant par la même occasion la durée de vie des productions.

Si le canton poursuit son soutien prioritaire et historique à plusieurs institutions culturelles (Maison Rousseau et Littérature, Concours de Genève, etc.), il participe désormais, conjointement avec la Ville de Genève et d'autres communes, au financement d'un certain nombre d'institutions identifiées pour leur rôle clé dans l'atteinte des objectifs généraux du cofinancement, tels que

décrits dans le document-cadre pour une stratégie de cofinancement de la création artistique et des institutions culturelles.

Ainsi, dès 2025, 5 institutions bénéficient d'un financement conjoint équivalent, ou majoritaire/minoritaire, du canton et d'une commune (Théâtre de Carouge, Théâtre des Marionnettes de Genève, Théâtre Am Stram Gram, Cave 12 et Cinéforum). D'autres institutions suivront, selon la liste figurant dans le document-cadre précité, pour lesquelles des soutiens supplémentaires ont d'ores et déjà été octroyés par le canton, afin principalement d'améliorer les conditions de travail des structures et des artistes de leur programmation et de renforcer les mesures d'accès pour tous les publics, notamment scolaires.

Enfin, le canton poursuit sa politique d'accès à des espaces de création et de diffusion appropriés pour les actrices et acteurs du domaine de la culture. La mise à disposition temporaire ou pérenne de bâtiments propriété du canton ou de privés permet de réaffecter des espaces pour la culture dans une perspective de réemploi. La planification des lieux culturels doit également être pleinement intégrée lors de l'élaboration des projets urbains. Ainsi, le canton poursuit son accompagnement de la mutation du secteur du PAV, notamment à travers le projet Constellation à l'Etoile qui prend forme autour de plusieurs espaces favorisant les pratiques tant professionnelles qu'amateures, ainsi que la participation culturelle, ou encore dans des projets en coordination avec des opérateurs privés et institutionnels.

Mission 3 – Le canton favorise une transition durable et sociale dans le domaine de la culture

En tant que secteur économique, la culture génère de la croissance et de nombreux emplois. Le canton entend réaliser des avancées concrètes sur la condition professionnelle des travailleuses et travailleurs du secteur de la culture, ce qui comprend les questions de formation, de statut, de rémunération et de prévoyance sociale. Ce besoin est particulièrement saillant depuis la crise sanitaire. En effet, la pandémie de COVID-19 a révélé de manière très claire la fragilité de l'écosystème culturel.

Le RPCCA permet de concrétiser ces objectifs. Son chapitre VI, dédié à la condition professionnelle des personnes travaillant dans le domaine de la culture, contient des dispositions légales novatrices qui, bien que nécessaires, auront un impact important sur l'organisation tant des collectivités publiques (chargées de procéder à différentes vérifications quant au respect des conditions de travail en usage et au paiement des cotisations sociales) que des entités et personnes subventionnées.

Aussi le RPCCA prévoit-il, pour certaines des dispositions figurant à son chapitre VI, un délai transitoire de 2 ans permettant tant aux collectivités publiques subventionnantes qu'aux bénéficiaires de soutien de prendre toutes les mesures utiles visant à se conformer pleinement à ces dispositions (cf. art. 41, al. 2 RPCCA).

En outre, dès l'entrée en vigueur du RPCCA et durant une période maximale de 3 ans, une évaluation de son chapitre VI est menée par le canton en concertation avec les communes. Cette évaluation s'achèvera par la remise d'un rapport à l'OCC, lequel contiendra notamment une appréciation des résultats obtenus et des obstacles rencontrés. Le RPCCA pourra, en fonction, être adapté.

Reconnaissant le travail de terrain indispensable des organisations professionnelles du domaine de la culture, le canton apporte un soutien au fonctionnement de ces dernières, une mesure qui permet d'accompagner la volonté cantonale d'œuvrer à l'amélioration des conditions-cadres du milieu culturel.

Sur les questions d'égalité, de respect de la personnalité, de handicap ou de discriminations, une attitude exemplaire et proactive au sein d'une équipe et d'une programmation est exigée.

Le canton s'engage également activement pour l'égalité et la diversité des genres, ainsi que pour l'intégrité morale et physique, en veillant à ce que ces questions soient prises en compte dans les projets soutenus, ainsi que dans la fixation d'objectifs et l'évaluation des contrats de prestation.

Le canton favorise une culture respectueuse de l'environnement, en encourageant les institutions culturelles à adapter leurs pratiques et à travers la valorisation des déplacements durables, par exemple.

Enfin, le canton renforce son encouragement aux industries créatives, au carrefour de l'économie et de la culture, et continue à soutenir une culture du bâti qui vise à améliorer la qualité de l'environnement construit et du paysage, pour des lieux agréables à vivre et aptes à faire face aux nouveaux défis de la société, tout en préservant leurs caractéristiques historiques.

Mission 4 – Le canton s'engage pour un accès et une participation à la culture pour le plus grand nombre

Le canton développe des actions encourageant l'accès et la participation de toutes les catégories de la population à la vie culturelle. En 2025, la commission cantonale consultative d'accès à la culture a lancé une étude sur les mesures tarifaires en vigueur dans le canton pour élaborer une cartographie et analyser leur efficacité particulièrement pour le jeune public. Elle poursuivra par ailleurs son travail de mise en réseau des professionnelles et professionnels de la culture et d'autres domaines (petite enfance, école, etc.) dans le cadre de « café-culture » du mois de novembre.

Afin d'éliminer les barrières économiques pour l'ensemble des habitantes et des habitants et favoriser la découverte des événements culturels, le canton poursuit sa mise en œuvre d'une politique tarifaire accessible. Une refonte complète de la carte « 20ans20francs » est en cours, afin de la rendre encore plus attractive et d'élargir ainsi la participation du jeune public à la culture. Des actions ciblées sont en outre soutenues pour toucher des publics à besoins spécifiques, notamment les personnes en situation de handicap.

Par ailleurs, le canton souhaite voir se développer une culture plus inclusive et plus participative sur l'ensemble du territoire genevois. Pour ce faire, la diversité de la population – handicap, statut socio-économique, migration, genre, âge, etc. – doit être activement prise en compte dans l'ensemble du soutien à la culture.

Aussi les actions mises en œuvre par le service cantonal de la culture concernent tout le processus créatif, de la conception d'une œuvre aux relations avec le public, en passant par la politique du personnel des institutions, leur programmation ou encore les partenariats qu'elles tissent avec des associations du domaine social. C'est pourquoi le service a mis en place le dispositif Métamorphoses – une culture inclusive et participative pour soutenir des changements institutionnels structurels. Des indicateurs d'inclusion ont également été introduits dans les conventions établies avec les institutions culturelles soutenues.

La culture subventionnée doit également se rapprocher de la population, pour toucher des personnes qui n'ont pas accès à ce type de culture dans leur vie quotidienne : elle peut pour cela se déployer davantage dans l'espace et les lieux publics. C'est pourquoi le service cantonal de la culture a lancé en 2023 le dispositif Champ libre – culture en tous lieux qui soutient des propositions artistiques qui se déroulent dans des lieux non dédiés à la culture mais ouverts à tout le monde.

Enfin, convaincu que la culture contribue à la formation des citoyennes et citoyens de demain, à la qualité de vie et au bien vivre ensemble, le canton poursuit son action visant à favoriser les sorties culturelles de l'ensemble des élèves du département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP) en partenariat avec les organismes culturels du canton. Toujours en collaboration avec ces organismes, le canton développera des activités culturelles particulièrement adaptées aux élèves des premiers degrés de scolarité contribuant ainsi aux mesures visant à faciliter l'entrée à l'école des jeunes enfants.

Concernant la formation artistique, le canton renouvellera les contrats de prestations avec les écoles d'enseignements artistiques accréditées à leur échéance, en 2027, par le dépôt d'un projet de loi auprès du Grand Conseil. Il continuera de favoriser la démocratisation de la pratique artistique via le dispositif Artex au sein du DIP. En outre, il mènera une réflexion plus large autour des nouveaux besoins en formations (« street art », numérique, etc.). Finalement, en cohérence avec ses objectifs de législature, il collaborera notamment avec les communes, les écoles accréditées et les organismes culturels à la mise en œuvre de l'horaire continu à l'école primaire en visant notamment le développement des propositions de formations artistiques les après-midis.

3. Aspects financiers

Le développement d'une politique culturelle cantonale ambitieuse à l'échelle du territoire s'accompagne d'une augmentation des moyens de l'ensemble des collectivités publiques impliquées. Cette augmentation des moyens se fera par 3 mécanismes : a) répartition des charges via le fonds de régulation, en maintenant la neutralité financière des transferts dans l'attente d'une bascule fiscale; b) apports complémentaires du canton destinés à la création et aux institutions; c) moyens renforcés inscrits au plan d'intention des investissements en vue de cofinancer le renouvellement d'infrastructures culturelles et de nouveaux projets à l'échelle du canton.

Le canton a élaboré, en concertation avec les communes, une stratégie de cofinancement de la création artistique et des institutions culturelles qui vise à assurer une complémentarité et une cohérence entre les soutiens culturels sur le territoire, une répartition harmonieuse des soutiens entre les différents domaines artistiques, ainsi qu'un rééquilibrage des charges entre les apports communaux et cantonaux.

Au terme du processus, un ajustement de l'impôt sera effectué par la mise en œuvre de la bascule fiscale.

Celle-ci consiste à transférer, de manière pérenne, des ressources fiscales d'une collectivité publique à une autre, pour un montant équivalent, en modifiant les centimes additionnels (ou taux d'imposition) à la baisse dans la collectivité qui voit ses dépenses diminuer et à la hausse dans celle qui voit ses dépenses augmenter. Cette disposition a été précisée par la modification de la loi-cadre sur la répartition des tâches entre les communes et le canton, du 24 septembre 2015 (LRT; rs/GE A 2 04) introduite lors de l'entrée en vigueur de la LPCCA.

A noter que différents modèles de cofinancement pourront coexister, avec une implication différenciée des collectivités concernées, qu'il s'agisse du soutien à la création artistique ou de celui aux institutions culturelles.

Pour celles-ci, le choix d'opérer selon un financement conjoint (équivalent ou majoritaire/minoritaire) ou selon une participation prioritaire d'une des collectivités publiques s'effectuera en fonction des objectifs généraux définis dans le document-cadre pour une stratégie de cofinancement de la création artistique et des institutions culturelles. Une liste des institutions retenues pour un financement conjoint figure également dans ce document. Trois institutions de la Ville de Genève (le Grand Théâtre de Genève, la Bibliothèque de Genève et le Musée d'art et d'histoire) en font partie. Pour ces dernières, une modification de leur forme juridique est prévue, laquelle permettra d'aboutir à une gouvernance partagée et à un financement conjoint équivalent entre la Ville de Genève et le canton via le fonds de régulation.

Les besoins supplémentaires identifiés en concertation avec les communes ont été évalués à 11 millions de francs au total pour la période 2023-2026. Leur planification, établie en 2022, a été imaginée de la manière suivante :

- 3,1 millions de francs supplémentaires sont dévolus au soutien à la création artistique, soit 1,1 million de francs en 2023, 400 000 francs en 2024 et 500 000 francs en 2025, et 1,1 million de francs en 2026;
- 5,5 millions de francs supplémentaires sont dévolus aux institutions culturelles financées conjointement par le canton et au moins une commune genevoise, dont 2 850 000 francs au budget 2024, auxquels s'ajoutent 2 050 000 francs votés au budget 2025 et 200 000 francs prévus en 2026²;

² Selon le plan financier quadriennal 2026-2029 du Conseil d'Etat déposé en septembre 2025, les 400 000 francs restants, prévus pour le Grand Théâtre de Genève, sont planifiés pour 2027 (+200 000 francs) et 2028 (+200 000 francs).

- un montant de 2,3 millions de francs figure au budget 2025 pour apporter un soutien complémentaire à un certain nombre d'institutions soutenues prioritairement par une ou plusieurs communes. Ce soutien permet aux 41 institutions retenues de développer un ou des volets spécifiques de leur activité en lien avec les priorités de la politique culturelle du canton, telles qu'énoncées dans ses lignes directrices.

La planification des financements supplémentaires pour 2027 et 2028, telle que prévue dans le projet de plan financier quadriennal 2026-2029 du Conseil d'Etat déposé en septembre 2025, est la suivante :

- 1 100 000 francs en 2027;
- 500 000 francs en 2028.

Les montants restants iraient principalement à des infrastructures culturelles situées hors de la Ville de Genève dans de nouvelles centralités (Concorde Espace culture, Porteous, Musée de la bande dessinée), ainsi qu'au Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en raison de la nouvelle répartition du financement faisant suite à la décision de la Confédération.

Cette planification a dû être revue en fonction du nouveau contexte budgétaire. La volonté de maintenir les différents engagements financiers exposés ci-dessus demeure forte. Cependant, la concrétisation de cet objectif devra être ajustée à la lumière des réalités impératives liées au cadre budgétaire du canton.

Enfin, en ce qui concerne le plan d'intention des investissements, les sommes prévues par le canton sont de 8 millions de francs pour la rénovation des machineries du Grand Théâtre de Genève pour l'année 2025 (loi 13541), 5 millions de francs pour le Musée de la bande dessinée en 2025-2027 (loi 13517), 8 millions de francs destinés au centre culturel Porteous, inscrits en 2027-2030, et 20 millions de francs pour la Bibliothèque de Genève entre 2028 et 2034.

Selon le plan d'intention des investissements et le plan financier quadriennal 2026-2029 déposé en septembre 2025, la planification des projets de loi (PL) se présente comme suit :

PL subventionnement (loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005 (LIAF; rs/GE D 1 11))	PL investissement
--	--------------------------

2025	
Théâtre de Carouge (2025-2029)	Grand Théâtre de Genève
Théâtre des Marionnettes de Genève (2025-2029)	Musée de la bande dessinée
Théâtre Am Stram Gram (2025-2029)	
Orchestre de la Suisse romande (OSR) (2025-2029)	
Cinéforum (2025-2029)	
Orchestre de chambre de Genève (OCG) (2025-2029)	

2026	
AMR (2026-2030)	Porteous
Grand Théâtre de Genève (2026-2028) ¹	

2027-2029	
Association pour la danse contemporaine (ADC) (2027-2031)	Bibliothèque de Genève
La Bâtie (2027-2031)	Musée d'art et d'histoire
Musée d'art moderne et contemporain (MAMCO) (2028-2032)	
Bibliothèque de Genève ²	
Musée d'art et d'histoire ²	
Grand Théâtre de Genève ²	
Fondation d'art dramatique (La Comédie) ²	
Ecoles d'enseignements artistiques accréditées (2027-2030)	

¹ Soutien supplémentaire du canton au Grand Théâtre de Genève (1,2 million de francs en 2028).

² Financement équivalent (50/50) avec la Ville de Genève, simultanément à la bascule fiscale.

4. Conclusion

Le Conseil d'Etat estime que tout est désormais en place pour que le canton joue un rôle central dans le domaine de la culture. La nouvelle politique culturelle ancre le retour du canton dans le soutien à la création artistique et aux institutions culturelles, en droite ligne avec l'initiative populaire « Pour une politique culturelle cohérente à Genève » (IN 167).

La LPCCA, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024, déploie à présent ses effets concrets. Deux appels à projets dans le domaine de l'accès à la culture ont été lancés, « Champ libre – culture en tous lieux » et « Métamorphoses – une culture inclusive et participative ». Le canton a également mis en place, avec la Ville de Genève, un nouveau dispositif conjoint pour soutenir la création culturelle numérique, qui occupe une place toujours plus importante dans les pratiques actuelles. Plusieurs nouvelles mesures sont également en place ou prévues : soutiens à la relève, à la formation continue, à la recherche artistique, aux structures qui accompagnent les artistes dans leurs démarches administratives et le développement de stratégies de promotion et de diffusion de leurs projets artistiques.

S'agissant des institutions, les premiers projets de loi ont été déposés au Grand Conseil en 2024. Le Grand Conseil a voté la loi 13541 (14 février 2025) ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 8 000 000 francs en faveur de la Ville de Genève pour la rénovation des machineries du Grand Théâtre de Genève, la loi 13571 (21 mars 2025) accordant aide financière annuelle de 2 925 000 francs à la Fondation du Théâtre de Carouge – Atelier de Genève pour les années 2025 à 2029, dans le cadre d'une convention conclue avec la Ville de Carouge et la Fondation du Théâtre de Carouge, et les lois 13588 et 13590 (29 août 2025) accordant, conjointement avec la Ville de Genève, des subventions de fonctionnement à la Fondation Am Stram Gram Le Théâtre et à la Fondation des Marionnettes de Genève. Ce sont là les premiers d'une série de crédits sur lesquels le parlement s'est déjà prononcé ou se prononcera ces prochaines années.

En définitive, la LPCCA définit des priorités et permet également un rééquilibrage du financement de la culture, en prévoyant une répartition des moyens entre les différents domaines culturels et entre les collectivités publiques.

Il s'agit d'une politique culturelle fédératrice, à l'écoute de celles et ceux qui font la culture, mais aussi et avant tout centrée sur les premières personnes concernées que sont les habitantes et habitants du canton.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite à prendre acte du présent rapport.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :

Michèle RIGHETTI-EL ZAYADI

Le président :

Thierry APOTHÉLOZ

Annexes :

- 1) *Lignes directrices de la politique culturelle cantonale*
- 2) *Document-cadre pour une stratégie de cofinancement de la création artistique et des institutions culturelles*

Lignes directrices de la politique culturelle cantonale

Département de la cohésion sociale (DCS)
Office cantonal de la culture et du sport
Chemin de Conches 4 - 1231 Conches
Tél. +41 (22) 546 66 70 • info.occs@etat.ge.ch • www.ge.ch

TABLE DES MATIERES

Editorial de Thierry Apothéloz, Conseiller d'Etat chargé du Département de la cohésion sociale (DCS)	p.4
Introduction	p.6
1. Le canton met en œuvre une politique culturelle cohérente sur le territoire en favorisant la coopération	p.8
1.1 Coordination et concertation canton – communes	p.8
1.2 Consultation des milieux culturels	p.9
2. Le canton soutient la création artistique professionnelle et sa diffusion	p.10
2.1 Cofinancement de la création artistique	p.10
2.2 Cofinancement des institutions	p.11
2.3 Des espaces pour la culture	p.11
3. Le canton favorise une transition durable et sociale dans le domaine de la culture	p.14
3.1 Une culture plus respectueuse de l'environnement	p.14
3.2 Une culture plus inclusive	p.14
3.3 Davantage de protection des personnes travaillant dans le domaine de la culture	p.15
3.4 Une culture innovante dans un rapport conscient aux technologies	p.15
3.5 Encouragement à une culture du bâti de qualité	p.16
4. Le canton s'engage pour un accès et une participation à la culture pour le plus grand nombre	p.18
4.1 Formation aux arts et à la culture	p.18
4.2 Culture pour toutes et tous	p.18
4.3 Médiation culturelle et participation	p.19
Lexique	p.20

LA CULTURE, CONDITION FONDAMENTALE D'UNE DÉMOCRATIE Saine ET PORTÉE VERS LE PROGRÈS



Parmi les enseignements à tirer de la crise sanitaire liée au covid, l'un d'entre eux est que la culture a révélé sa place cardinale au sein de la société. Elle n'est pas seulement une diversion de l'esprit, elle est constitutive de l'individu, et partant, de sa relation à la collectivité.

Les restrictions imposées pendant la pandémie ont jeté une lumière crue sur les fragilités du domaine culturel : statut précaire des artistes, absence de considération du travail de conception et de recherche artistique dans les subventions.

Toute crise fait émerger cependant des opportunités. Les milieux culturels se sont organisés et mobilisés et des rencontres régulières ont eu lieu avec le canton. Il en est résulté une meilleure connaissance mutuelle.

Aujourd'hui, je suis heureux de présenter nos intentions pour l'avenir. Des intentions qui demanderont vraisemblablement plusieurs législatures pour se développer pleinement. Elles reflètent toutefois les préoccupations d'aujourd'hui, demain et après-demain que sont la durabilité, l'accès à la culture pour toutes et tous ou encore l'encouragement et l'innovation culturels.

Afin de construire un avenir respectueux tant des acteurs et des actrices culturelles que de la population, la politique culturelle doit se développer sous le prisme de la durabilité sociale et environnementale. La culture est en effet indissociable du développement d'une société, qui ne peut être durable sans elle, aujourd'hui plus encore qu'hier. Selon l'UNESCO, si la quête d'un développement durable passe par une utilisation appropriée des ressources de notre planète, alors la culture doit être au cœur des stratégies de développement, puisqu'elle établit les relations entre les personnes et leur société, et le monde qui l'entoure. De fait, le canton doit être exemplaire en appliquant les principes de transition écologique et de durabilité environnementale et sociale, avec au tout premier plan une protection accrue du statut des artistes.

Un deuxième point me tient à cœur, celui de l'accès à la culture de tous les citoyens et de toutes les citoyennes, qui doit également être renforcé, en s'efforçant d'abaisser les barrières visibles et invisibles qui existent dans la société. La culture est un facteur de cohésion sociale et d'émancipation individuelle, condition fondamentale pour garantir une démocratie saine et portée vers le progrès. En dotant les institutions et les acteurs et actrices culturelles des moyens nécessaires

pour décloisonner les pratiques et stimuler les liens, le canton souhaite inviter l'ensemble de la population à découvrir l'éventail riche et diversifié des propositions culturelles qui existent à Genève.

Notre région recense des productions culturelles extraordinaires, toutes plus singulières les unes que les autres. Des grandes institutions coexistent avec un tissu associatif, dont le rayonnement est reconnu à l'international. Les industries créatives sont un bon exemple de l'élargissement possible de ce spectre : avec l'évolution des technologies, le lien entre innovation et culture est devenu évident et désormais, elles irriguent le secteur de l'économie qui en retour les nourrit. Le canton a un rôle à jouer dans l'accompagnement de cette dynamique d'innovation.

Au nom d'un génie local

Enfin, parce qu'il est important de penser les lieux qui abritent la culture sous toutes ses formes, le canton s'appuiera sur l'objectif du Système de Davos pour encourager une culture du bâti de qualité. Ainsi, il s'engage pour préserver et produire les espaces nécessaires au déploiement d'une culture affranchie des impératifs de rentabilité et ce notamment dans les nouveaux quartiers qui fleurissent sur le territoire genevois.

Expression de la liberté et du génie humain, la création artistique doit être envisagée comme un vecteur transversal essentiel pour favoriser la parité homme-femme, le respect des minorités et de la mixité des genres ainsi que le dialogue multiculturel. Je me réjouis que le canton puisse à nouveau pleinement la soutenir. Au même titre que les organisations internationales rayonnent au-delà de Genève, accordons dorénavant à la richesse et à la diversité culturelles genevoises la part essentielle qui lui revient dans le développement de l'Esprit de Genève.

Au nom du Conseil d'Etat, je tiens d'ores et déjà à remercier artistes, actrices et acteurs de la culture pour leur participation aux différentes étapes de concertation puis de consultation. L'engagement de toutes et tous nous permet de disposer désormais de lignes directrices de la politique culturelle cantonale et d'un avant-projet de loi pour la promotion de la culture et la création artistique porteurs d'une véritable vision.

Thierry Apothéloz

Conseiller d'Etat chargé de la cohésion sociale

INTRODUCTION

Conformément à la loi sur la culture (LCulture – C 03 05) et à son règlement d'application (Rculture – C 305.01), le Conseil d'Etat arrête les lignes directrices de la politique culturelle cantonale, lesquelles précisent le cadre de l'action du canton et fournissent la feuille de route de la politique culturelle de la législature en cours. Cette disposition figure également dans le projet de loi pour la promotion de la culture et de la création artistique (LPPCA).

Les présentes lignes directrices, qui sont les premières présentées par le Conseil d'Etat depuis l'entrée en vigueur de la LCulture en 2013, ont pour objectif de redéfinir le rôle du canton dans ses missions fondamentales vis-à-vis du domaine culturel, en lien avec l'impératif de mise en œuvre de l'initiative *Pour une politique culturelle cohérente à Genève (IN 167)* acceptée en votation le 19 mai 2019. Elles s'inscrivent dans la durée : les axes prioritaires définis ci-après pourront être mis en œuvre et renforcés lors des prochaines législatures.

Parallèlement à l'adoption des présentes lignes directrices, le Conseil d'Etat dépose au Grand Conseil un *projet de loi pour la promotion de la culture et la création artistique* dont l'objectif est de redéfinir le rôle de l'Etat en matière de politique culturelle, la répartition des tâches entre le canton et les communes ainsi que la coordination de leur action.

Afin d'établir le présent document, une orientation politique a été donnée, puis un large processus participatif a été mené en plusieurs étapes du printemps 2021 à l'été 2022, processus qui a impliqué divers partenaires :

- **le Conseil consultatif de la culture (CCC)** a été consulté et a proposé des pistes de mise en œuvre de l'IN 167 à destination du département de la cohésion sociale
- **la Commission d'accès à la culture** a également été consultée et a soumis un certain nombre de propositions
- **le département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP), le département de l'économie et de l'emploi (DEE) et le département du territoire (DT)** du canton de Genève ont été étroitement associés à l'élaboration des thématiques qui les concernent
- **le Conseiller d'Etat chargé du département de la cohésion sociale (DCS)** a piloté un groupe de travail composé d'une délégation de membres de **l'Association des communes genevoises (ACG)** qui s'est penchée sur les thématiques de la coordination (rôle du canton), de la concertation canton-communes et du cofinancement
- des rencontres ont eu lieu entre **les déléguées culturelles et délégués culturels des communes** et l'office cantonal de la culture et du sport (OCCS)
- **les organisations professionnelles genevoises, romandes et nationales** des différents domaines culturels (**les faitières culturelles**) ont été consultées sur les choix retenus dans les lignes directrices

Point d'orgue de ce processus, des ateliers de concertation ouverts à toute personne intéressée issue des milieux culturels ont été menés en juin 2021. Déclinés en douze thématiques, ils ont bénéficié d'une participation de plus de 250 personnes. Ces moments d'échanges libres ont permis de faire émerger besoins, préoccupations et propositions d'actions dont la plupart ont été retenues. Une séance de restitution, le 2 septembre 2021, a réuni plus de 400 personnes autour du projet de lignes directrices.

Après une consultation interne au canton, une large consultation publique a été lancée au printemps 2022, à laquelle les entités mentionnées plus haut (commissions consultatives, organisations faitières) ont participé. A l'issue de celle-ci, une séance de restitution a eu lieu le 20 septembre 2022 en présence de 230 personnes.

Ces lignes directrices se veulent fédératrices et inclusives. Leur mode d'élaboration est à l'image de la politique culturelle du canton : à l'écoute de celles et de ceux qui font la culture, porteuse d'une vision globale du territoire genevois, ouverte sur les enjeux contemporains, et bien sûr dévouée aux premières personnes concernées que sont les habitantes et habitants du canton, invitées à vivre l'expérience fondamentale de la culture.

Afin de faciliter la lecture et en adéquation avec le projet de loi pour la promotion de la culture et la création artistique, un lexique des termes principaux employés est proposé à la fin de ce document.

MISSION 1

Le canton met en œuvre une politique culturelle cohérente sur le territoire en favorisant la coopération

Le champ culturel se définit comme un écosystème dont les composantes forment des chaînes d'interactions dépendantes les unes des autres. Les collectivités publiques ont un rôle déterminant à jouer dans la préservation des équilibres entre les différentes parties prenantes pour un bon développement de la vie culturelle.

En tant qu'instance de référence en matière de politique culturelle selon l'article 69 de la Constitution fédérale, le canton se doit d'assurer une vision d'ensemble sur le territoire genevois et de garantir l'accès pour toutes et tous à la culture. Il assure également le lien avec les autres cantons, notamment romands, ainsi qu'avec la Confédération, sans oublier l'espace transfrontalier.

Le nouvel article 216 de la Constitution genevoise souligne le rôle du canton en tant que coordinateur de la politique culturelle. Son but est d'assurer une approche cohérente du "faire ensemble", afin de favoriser l'excellence tout en garantissant la liberté de création et en veillant au maintien de la diversité artistique.

La coopération préconisée repose sur deux principes: d'une part, la concertation entre le canton et les communes, lesquelles garantissent une relation de proximité avec leur territoire; d'autre part, la consultation des milieux culturels afin de partager les réalités du terrain. Concertation et consultation vont de pair et sont le fruit d'échanges réguliers et structurés.

AXES PRIORITAIRES

1.1 Coordination et concertation canton – communes

Le canton organise la concertation entre les collectivités publiques genevoises sur les principaux enjeux de politique culturelle.

En début de législature, il réunit les exécutifs communaux, le Conseil consultatif de la culture et les actrices et acteurs du domaine culturel, dont les faitières, pour des **états généraux de la culture**, afin de partager les enjeux en cours et à venir et de trouver des solutions communes.

Un **organe de concertation et de coordination**, piloté par le canton, qui réunit des élu·es et élus des collectivités publiques, est institué. Tout en tenant compte des spécificités de l'action culturelle des différentes communes, cet organe mène un dialogue régulier selon les objectifs suivants:

- la mise en œuvre de la stratégie de cofinancement de la création artistique et des institutions culturelles (cf. mission 2)
- la cohérence des soutiens cantonaux et communaux tout au long du parcours des actrices et des acteurs de la culture en tenant compte des spécificités des domaines artistiques. Par cohérence, on entend notamment la complémentarité de l'offre culturelle et l'absence de contradiction entre les soutiens publics
- la recherche de solutions concrètes et partagées autour des thèmes essentiels (ex: infrastructures culturelles, accès à la culture, soutien à la création ou amélioration de la condition professionnelle)
- une dynamique d'incitation et d'encouragement aux initiatives des communes qui répondent à des objectifs définis conjointement

- l'élaboration d'un langage commun afin notamment de favoriser les échanges entre milieux politiques et culturels

La **commission cantonale consultative d'accès à la culture**, composée de représentantes et représentants des collectivités publiques, a pour mission de favoriser la coordination entre les mesures d'accès à la culture à travers le territoire.

Enfin, la **plateforme de concertation sur les lieux culturels**, qui crée un cadre pour un dialogue suivi entre collectivités et actrices et acteurs du domaine culturel sur la question des espaces dévolus à la culture à Genève, est réactivée.

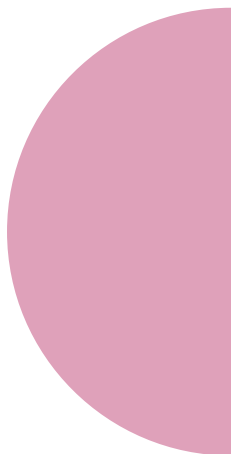
1.2 Consultation des milieux culturels

Le **Conseil consultatif de la culture (CCC)** a été introduit par la LCulture avec l'objectif de conseiller les collectivités publiques en ce qui concerne les orientations et les priorités de la politique culturelle sur l'ensemble du territoire cantonal. Il continue à assurer son rôle fédérateur, d'appui et de conseil, en pouvant désormais s'appuyer sur des consultations sectorielles.

En effet, le besoin s'est fait sentir de part et d'autre de mettre en place, en complément, des modalités de consultation plus ouvertes et régulières de l'ensemble des actrices et acteurs du domaine de la culture, afin de renforcer la dynamique de dialogue et de réflexion entre collectivités publiques et milieux culturels. Par ailleurs, la crise sanitaire a eu pour effet positif de voir l'émergence ou la consolidation de regroupements professionnels et d'associations faitières avec lesquels le canton a mené des échanges réguliers.

Sur la base de ces constats, le canton **réunit régulièrement des représentantes et représentants du domaine culturel** (faitières, institutions, métiers), avec les collectivités publiques, pour des échanges sur des thématiques

transversales ou spécifiques aux disciplines artistiques. L'objectif de ces rencontres est de tenir compte au mieux des besoins du terrain. Elles constituent également un lieu adéquat pour co-construire des propositions concrètes, par exemple pour faire évoluer les dispositifs de soutien. L'ensemble de ces travaux fait l'objet d'une synthèse présentée dans le cadre des états généraux de la culture.



MISSION 2

Le canton soutient la création artistique professionnelle et sa diffusion

Facteur d'attractivité important pour toute la région, la vie culturelle genevoise est foisonnante. Elle répond aux besoins d'une population aux provenances multiples et participe à la cohésion sociale.

Dans le but de maintenir une offre culturelle diversifiée et de qualité, le canton soutient les institutions et la création artistique. Le canton encourage également le rayonnement culturel en soutenant la diffusion des œuvres et la circulation des artistes à l'intérieur comme à l'extérieur de son territoire.

Pour développer cette vision, le canton élabore, avec les communes genevoises, une **stratégie de cofinancement de la création artistique et des institutions** en s'appuyant sur les notions de coordination et de complémentarité. Cette stratégie, qui se mettra en œuvre par étapes, tient compte des spécificités de chaque commune afin de garantir un accès équitable aux soutiens sur l'ensemble du territoire.

Conscient du rôle primordial de la création au sein de l'écosystème culturel, le canton met en œuvre des dispositifs d'encouragement adaptés aux besoins des artistes et aux structures de production artistique (compagnies dans les arts de la scène, ensembles musicaux, labels, sociétés actives dans l'audiovisuel et le cinéma, espaces d'art, maisons d'édition, etc.) et à l'évolution constante des pratiques culturelles. Le soutien accru aux institutions (lieux culturels, festivals) permet également de renforcer leur rôle essentiel dans la chaîne de production de la création dans son ensemble - (co-)production, diffusion, promotion - ainsi que la juste rémunération des artistes.

AXES PRIORITAIRES

2.1 Cofinancement de la création artistique

Dans le cadre de la stratégie de cofinancement définie avec les communes genevoises, le canton promeut **une vision élargie du soutien à la création**. Cette vision englobe les différentes étapes du processus créatif, soit la recherche, la production et la diffusion, dont le temps de reprise.

Une meilleure articulation du soutien des collectivités publiques à ces différentes étapes est recherchée, en particulier pour mieux accompagner des projets artistiques qui anticipent ces différentes étapes et s'inscrivent sur la durée, y compris pour ceux dont le rayonnement est avant tout local. Dans ce cadre, le canton entend renforcer son soutien à la création via des soutiens ponctuels.

Afin de reconnaître l'importance d'un travail situé en amont de la production de l'œuvre, travail qui fait partie intégrante de la création, le canton met en place **un nouveau dispositif de soutien à la recherche artistique** pour valoriser les temps de conception et de mise sur pied des projets. En coordination avec les communes, ce dispositif doit permettre d'assurer une continuité avec le temps de production, en valorisant également par exemple le temps de répétition.

Le canton soutient également la **relève** (passage entre la sortie de la formation et l'entrée dans la vie professionnelle), tout comme **l'émergence artistique** (nouvelles formes, pratiques alternatives et expérimentales). Il valorise le maintien et le développement **des compétences métier** ainsi que **la continuité du parcours professionnel** (consolidation des compétences et des carrières, formation continue).

Le canton maintient **son soutien au rayonnement de la culture** genevoise hors de ses frontières et poursuit son action dans le domaine transfrontalier. Il développe notamment son soutien à celles et ceux



qui œuvrent à la promotion et à l'accompagnement des artistes (structures de production et diffusion, notamment dans les domaines de la danse, du théâtre ou de la musique) et ouvre son soutien à des projets qui se déploient à l'intérieur du canton pour rencontrer des nouveaux publics.

2.2 Cofinancement des institutions

Afin d'assurer la stabilité et le rayonnement culturel de Genève, le canton participe au financement d'institutions culturelles sur son territoire. Dans le cadre de la stratégie de cofinancement définie avec les communes genevoises, le canton a la volonté d'affirmer sa présence au sein d'un certain nombre d'entre elles en participant aussi bien à leur gouvernance qu'à leur subventionnement régulier, pour atteindre les objectifs suivants :

- favoriser le rayonnement de la création artistique et de la culture genevoise sur l'ensemble du canton ainsi qu'au niveau régional, national et international
- encourager la relève et l'émergence artistiques, les nouvelles formes et l'expérimentation
- assurer la préservation et la mise en valeur du patrimoine historique et culturel genevois
- garantir un accès à la culture pour toutes et tous, en encourageant la participation des habitantes et habitants du canton à la vie culturelle

Le financement conjoint de ces institutions est opéré en partie via un rééquilibrage du fonds de régulation suivi de la bascule fiscale, et en partie, sous réserve de l'approbation du Grand Conseil, via des apports budgétaires complémentaires du canton, notamment afin de subvenir aux besoins supplémentaires des institutions.

A noter que pour les institutions qui fonctionnent sous la forme de services municipaux, un cofinancement et une gouvernance conjointe impliquent un changement de forme juridique pour la gouvernance des institutions concernées.

À travers un financement dédié, le canton apporte par ailleurs **un soutien, complémentaire à celui des communes, à des institutions** (entités de tous types et de toutes tailles), pour leur permettre de développer certains aspects spécifiques de leur activité selon les objectifs de la politique culturelle cantonale. Ces soutiens s'adressent prioritairement aux institutions dont la mission est de promouvoir les artistes, compagnies et ensembles indépendants, confortant ainsi ces entités dans leur rôle-clé pour la création artistique.

2.3 Des espaces pour la culture

Le soutien à la culture passe par une politique d'accès à des lieux adaptés aux pratiques artistiques, d'autant plus vitale pour la culture émergente qui se développe dans des tiers-lieux et contribue au renouvellement constant et au foisonnement de l'offre culturelle.

Convaincu que les pratiques culturelles représentent des dynamiques essentielles de la fabrique urbaine, le canton renforce la politique d'accès à l'espace pour les actrices et acteurs du domaine de la culture. Il apporte son appui, notamment pour **la recherche de sites et de bâtiments**, et intègre **la planification des lieux culturels**, lors de l'élaboration des projets urbains¹. Une stratégie de planification et de mise en œuvre de lieux culturels nocturnes² sur l'ensemble du territoire permet **le déploiement de projets pilotes** sur des secteurs en pleine mutation, avec la création de lieux temporaires ou pérennes, ce que le canton entend poursuivre.

La participation du canton aux financements d'investissement pour la rénovation ou la création de nouveaux équipements culturels permet de conforter une politique culturelle ambitieuse pour le rayonnement de Genève et de la région, en inscrivant ces projets dans une vision globale du territoire. Cet effort doit se poursuivre en coordination avec les communes et l'ensemble des partenaires concernés.

La culture a un effet de levier sur la mutation urbaine qu'elle accompagne dans un dialogue constructif.

La mise à disposition de lieux temporaires dans des bâtiments propriété du canton, qui permet aux actrices culturelles et acteurs culturels de développer des projets, doit continuer, car elle permet de réaffecter des espaces pour la culture dans une perspective de réemploi. L'enjeu aujourd'hui est de poursuivre ces formes d'expérimentation, tout en pérennisant des lieux et en les intégrant dans les projets de développement urbain.

Dans cette perspective, la mutation du **secteur Praille Acacias Vernets (PAV)** offre de réelles opportunités. Le canton, les Ville de Genève, de Carouge et de Lancy ont rappelé que la culture permet de diversifier et d'enrichir la vie urbaine, tout en accompagnant la mutation du secteur du PAV. L'accent est mis sur les besoins d'espaces de création et sur la notion d'interface de la création genevoise, en vue d'augmenter son rayonnement. Le principe de "constellation" qui doit guider l'élaboration des futurs plans localisés de quartier, tout en intégrant et renforçant les lieux culturels existants³, est validé. Le canton a fait du PAV un projet de mutation majeur dont chaque secteur fait l'objet d'un suivi spécifique sur le long terme en coordination et en concertation avec l'ensemble des partenaires concernés, dont les actrices et acteurs du domaine de la culture.

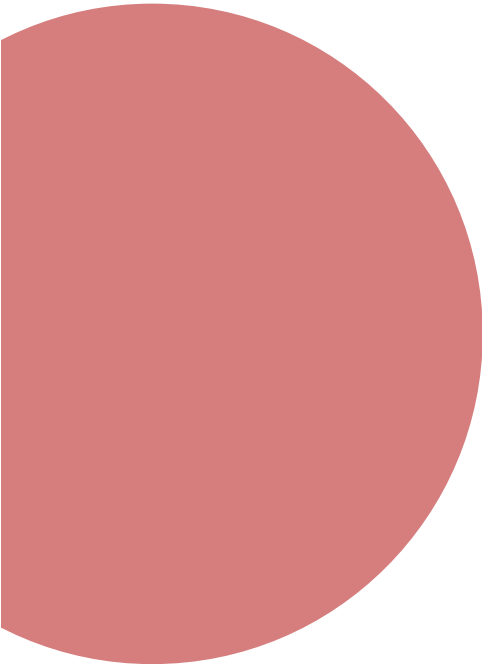
Enfin, le canton souligne le rôle important de **la Fondation pour la promotion de lieux pour la culture émergente (fplice)** qui appuie les actrices culturelles et acteurs culturels dans leurs projets de réaffectation de bâtiments propriété du canton, d'institutions ou de privés en faveur de la culture.

cantonale et régionale du plan directeur cantonal (PDCn) 2030.

2. Cf. Fiche A21 Développer et valoriser la vie nocturne dans ses dimensions culturelles et festives, intégrée au PDCn lors de sa mise à jour.

3. Cf. Bureau d'architectes-urbanistes msv Fil de l'Arve Etude exploratoire pour la planification de lieux culturels le long de l'Arve entre le Pointe de la Jonction et la route des Acacias, juillet 2019.

1. Cf. Fiche A 12 Planifier les équipements publics d'importance



MISSION 3

Le canton favorise une transition durable et sociale dans le domaine de la culture

L'agenda 2030 pour le développement durable¹ repose sur trois piliers : un fonctionnement économique équitable, une inclusion sociale et un équilibre environnemental. Ainsi, les questions d'inclusion, de parité et de diversité des genres, tout comme l'écologie sont des enjeux incontournables pour le futur des arts et de la culture.

Dans le but d'empêcher la précarisation des actrices et acteurs de la culture, le canton veille à améliorer les conditions cadres, la rémunération et la prévoyance sociale.

Le canton encourage les industries créatives qui se situent au carrefour de l'économie et de la culture. Celles-ci se caractérisent par leur innovation et sont désormais considérées comme essentielles au développement durable, à la qualité générale de la vie et au bien-être collectif.

Enfin, le canton soutient une culture du bâti de qualité, qui vise à améliorer la qualité de l'environnement construit et du paysage, pour des lieux agréables à vivre et aptes à faire face aux nouveaux défis de la société, tout en préservant leurs caractéristiques historiques.

Pour l'ensemble de ces thématiques, le canton se positionne comme un interlocuteur relais, notamment par la mise en place de plateformes reliant les professionnelles et professionnels autour du partage de bonnes pratiques.

AXES PRIORITAIRES

3.1 Une culture plus respectueuse de l'environnement

Après avoir décrété l'urgence climatique en décembre 2019, le Conseil d'État a décidé de renforcer les objectifs climatiques cantonaux en la matière. La stratégie climatique a ainsi été révisée dans le cadre du plan climat cantonal 2030.

Le canton prend la juste mesure de l'enjeu planétaire de lutte contre les changements climatiques et s'engage pour **une culture respectueuse de l'environnement**. Sans prêter leur liberté de création, il encourage les institutions culturelles à adapter leurs pratiques, via notamment une mise à jour des contrats de prestations et le soutien à des projets pilotes dans ce domaine.

Le soutien à la diffusion valorise **les déplacements durables**, par exemple en finançant, si nécessaire, des séjours plus longs. Un nouveau dispositif de résidences s'adapte aux propositions des artistes et soutient des projets qui tiennent compte des impératifs environnementaux.

3.2 Une culture plus inclusive

Le canton promeut une culture inclusive dans les projets et institutions. Si une institution culturelle à elle seule ne peut empêcher les discriminations, des initiatives spécifiques peuvent lever en partie les barrières visibles et invisibles qui jalonnent notre société. Sur **les questions de genre, de respect de la personnalité, de handicap ou de discriminations raciales**, une attitude exemplaire et proactive au sein d'une équipe et d'une programmation peut ouvrir de nouvelles perspectives et favoriser un cadre de travail où chacune et chacun se sent bienvenue et bienvenu.

Le canton s'engage également activement pour **l'égalité, la diversité des genres et la lutte contre le harcèlement** en veillant à ce que ces questions



soient prises en compte dans la fixation d'objectifs et l'évaluation des projets, des soutiens et des contrats de prestation.

Une aide spécifique est apportée aux projets et structures qui permettent **aux personnes en situation de handicap** de produire leurs œuvres et de participer activement à la vie culturelle et artistique du canton.

3.3 Davantage de protection des personnes travaillant dans le domaine de la culture

En tant que secteur économique, la culture génère de la croissance et de nombreux emplois. Pourtant, la crise sanitaire a mis en lumière la précarité de nombreuses professionnelles et nombreux professionnels de la culture et la fragilité de leurs conditions de travail.

Le canton entend réaliser **des avancées concrètes sur la condition professionnelle** des travailleuses et travailleurs du secteur de la culture, ce qui comprend les questions du statut, de la rémunération et de la prévoyance, et effectue ce travail en lien étroit avec les organisations professionnelles.

Par la LCulture de 2013, le canton faisait un premier pas vers une prise en compte de l'importance de la protection des artistes, actrices culturelles et acteurs culturels en conditionnant les subventions à l'existence d'une prévoyance sociale adéquate. L'expérience a montré qu'une adaptation des soutiens est nécessaire afin que l'obligation de cotiser au 2e pilier ne pèse pas directement les revenus des artistes ou les budgets de production des projets artistiques.

Le département en charge de la culture collabore avec les milieux culturels et les services cantonaux compétents afin de renforcer l'information concernant les statuts de salariée/salarié et d'indépendante/indépendant selon le code des obligations du travail et de faciliter, quand cela est opportun, l'accès au statut d'indépendant. Dans ce but, il poursuit les démarches menées avec les milieux

culturels et les communes afin d'établir **des outils de référence pour la rémunération**, qui incluent un accès aux informations et aux procédures administratives, ainsi qu'aux barèmes de rémunération.

Un dispositif transitoire **d'incitation à la rémunération** est mis en place, en collaboration avec les communes, afin d'inciter les structures à rémunérer les artistes selon les tarifs recommandés par les faitières professionnelles. Ce projet pilote vise principalement les domaines des arts visuels et de la musique et pourrait être étendu aux autres domaines artistiques.

Les initiatives qui favorisent une juste rémunération, par exemple **la création d'une structure de salariat** dans le domaine des musiques actuelles, sont également soutenues, de même que celles qui visent à adapter le modèle de prévoyance aux réalités de métiers de la culture.

L'amélioration des conditions de travail dans le domaine culturel va de pair avec une valorisation globale du travail artistique et la prise en compte du temps essentiel consacré à la conception, moment charnière dans le processus créatif, où se concentrent la plupart des enjeux artistiques des projets. Donner de la valeur au travail de conception, c'est reconnaître les actrices et acteurs du domaine de la culture comme les initiatrices et initiateurs d'un processus non seulement artistique, mais aussi économique, producteur de richesse.

Toute structure formant l'ensemble du tissu culturel, peu importe sa fonction dans cet écosystème, veille aux contrats d'engagements - des artistes et collaboratrices/collaborateurs - selon les grilles salariales et les barèmes de rémunération recommandés par les syndicats et organisations professionnelles de chaque domaine artistique.

3.4 Une culture innovante dans un rapport conscient aux technologies

L'innovation technologique et numérique présente des opportunités majeures pour le domaine culturel. En effet, le domaine de la culture s'inscrit dans un

secteur plus large, celui **des industries créatives**, qui abrite plus de 14'000 actrices et acteurs à Genève et connaît une forte croissance. Les industries créatives se situent au carrefour des domaines des arts et des sciences, mais également de la culture et de l'économie.

Le canton participe à la fédération et au développement de ce secteur générateur d'emplois, de projets et de visibilité pour la scène genevoise, notamment en reconnaissant **les nouveaux métiers**, et en encourageant la co-construction des projets, dans une logique de développement économique durable et éthique.

Cette démarche est portée par les départements du canton en charge de l'économie et de la culture et s'appuie sur un partenariat avec la HES-SO Genève, qui développe de nombreuses compétences au sein de ses différentes écoles, ainsi que sur une nouvelle association fédératrice des actrices et acteurs du terrain, Creatives+². Enfin, le transfert de connaissances entre les domaines artistiques et technologiques est encouragé à travers la mise en place de résidences et projets de recherche.

3.5 Encouragement à une culture du bâti de qualité

La culture du bâti apporte une contribution déterminante à la protection du patrimoine, à la cohésion sociale et au développement durable de l'espace de vie. C'est pourquoi le canton encourage une culture du bâti de qualité, qui réunit les responsables privés et publics de l'acte de planifier et de construire, avec pour objectif de préserver des identités, réaliser des lieux inclusifs, favoriser le bien-être des individus et créer des valeurs communes.

Dans le prolongement de la démarche lancée par l'Office fédéral de la culture sur la base du principe selon lequel "construire est un acte culturel et crée un espace pour la culture"³, le département chargé de l'aménagement du territoire, porteur de cette thématique, s'appuie sur le Système Davos pour mettre en œuvre les engagements de la Déclaration de Davos. Il collabore avec le département chargé

de la culture pour approfondir les opportunités dans le domaine de la culture à Genève⁵. Ainsi, la création de la Fondation pour le patrimoine bâti à Genève qui rassemble les partenaires institutionnels et privés du domaine constitue un outil approprié pour **promouvoir et soutenir les actions de valorisation du patrimoine bâti et archéologique genevois**.

Par ailleurs, l'important essor de Genève en matière de développement urbain est valorisé en tant qu'opportunité, par exemple pour la mise à disposition, dans les nouveaux quartiers, **d'espaces à prix accessibles pour la culture** ou pour la reconversion, dans les quartiers en mutation, de bâtiments à haute valeur patrimoniale en lieux de création ouverts au public.

1. <https://www.eda.admin.ch/post2015/fr/home.html>.

2. <https://creativesplus.ch/>

3. <https://www.bak.admin.ch/bak/fr/home/baukultur.html>



MISSION 4

Le canton s'engage pour un accès et une participation à la culture pour le plus grand nombre

L'accès et la participation à la vie culturelle sont des facteurs essentiels pour le développement personnel et collectif. La culture permet de rassembler des publics divers, elle favorise le débat démocratique et agit sur le bien vivre-ensemble et la qualité de vie.

En coordonnant, en développant et en soutenant les différentes mesures d'encouragement à l'accès à la culture et à la participation culturelle, le canton est garant d'un plan d'actions cohérent et ambitieux sur l'ensemble du territoire. Il envisage l'accès à la culture comme une partie intégrante du parcours de vie de chaque citoyenne et citoyen, quel que soit son âge, son statut ou ses origines culturelles.

Dans une dynamique interdépartementale et tout en s'appuyant sur la commission d'accès à la culture, le canton développe des actions qui donnent à toutes et à tous le goût de la culture. Le canton favorise la co-construction de projets avec les actrices et acteurs du domaine de la culture, les communes, les structures de formation et les organismes du domaine social. Il assure ainsi à la fois le renouvellement des expressions artistiques et la transmission du patrimoine.

La politique de cohésion sociale en milieu urbain (PCSMU) doit également pouvoir s'appuyer sur des actions culturelles spécifiquement destinées aux communes et aux quartiers les plus précarisés de notre canton. Il s'agit de prendre pleinement la mesure de l'impact de la culture pour l'égalité territoriale et d'agir en conséquence.

AXES PRIORITAIRES

4.1 Formation aux arts et à la culture

Convaincu que la culture contribue à la formation des citoyennes et des citoyens de demain en "affermissant le sens des responsabilités, la faculté de discernement et l'indépendance de jugement"¹ le canton poursuit son engagement dans **l'éducation artistique et culturelle pour l'ensemble des élèves**, en développant particulièrement les pratiques collectives (telles que les projets "orchestre en classe", "Silence, on lit!") au sein de l'école publique.

L'acquisition d'un savoir-faire et d'un savoir-être culturels est garante d'une pratique continue et doit être encouragée non seulement au moment du développement des compétences fondamentales dès la petite enfance, puis à l'école, mais également à tout âge. Pour ce faire, le canton veille à **augmenter le nombre d'enfants et de jeunes ayant un accès à la pratique artistique**. Il vise également à **l'inclusion et à la mixité des publics**, dans un contexte scolaire ou dans les organismes subventionnés.

A noter que **la formation artistique des adultes et le soutien à la pratique amateur** sont peu développés et restent inaccessibles pour les populations les plus précarisées. Aussi, le canton encourage la pratique artistique pour les adultes, avec des initiatives à destination des plus de 25 ans.

4.2 Culture pour toutes et tous

Les soutiens financiers des collectivités publiques pour la mise en œuvre de l'offre culturelle doivent permettre un accès abordable à la culture pour toutes et tous. Le prix reste souvent un frein, mais il n'est pas le seul.

Afin d'éliminer les barrières économiques pour l'ensemble des habitantes et des habitants et favoriser la découverte des événements culturels, le canton met en œuvre **une politique tarifaire accessible**. Il s'appuie pour cela sur la commission d'accès à la culture, afin de proposer **des mesures**

simplifiées et efficaces, adaptées au contexte social et économique d'aujourd'hui.

Des actions ciblées sont en outre mises en œuvre pour toucher **des publics à besoins spécifiques**, notamment pour les personnes en situation de handicap, selon les principes de l'accessibilité universelle.

Le canton développe également un soutien à **des projets d'accès à la culture** qui émanent d'actrices et d'acteurs du domaine de la culture (projets hors murs, dans les quartiers, qui intègrent les personnes précarisées, etc.).

4.3 Médiation culturelle et participation

Le canton promeut une vision qualitative de l'accès à la culture, pour rendre plus personnelle la relation de chacune et de chacun avec l'art, au-delà de sa simple consommation. D'où l'importance de la médiation culturelle pour donner des clés de lecture, afin que chacune et chacun, quel que soit son bagage culturel ou artistique, puisse aborder et appréhender une œuvre.

La participation culturelle - démarche de médiation culturelle impliquant fortement la population dans des processus de création - renforce l'engagement citoyen dans l'offre culturelle. Elle couvre un vaste champ d'actions et peut prendre plusieurs formes, notamment la co-construction de projets culturels entre public et professionnelles et professionnels.

Dans ses soutiens à la création et à la diffusion, le canton encourage les projets qui intègrent la médiation culturelle et la participation. De façon globale, le canton encourage **les projets novateurs et les démarches au long cours**, respectant le temps nécessaire pour appréhender le moment culturel à sa juste valeur.

Dans le cadre scolaire, le canton renforce les articulations à différents niveaux dans les pratiques de médiation culturelle, notamment en travaillant

avec les professionnelles et les professionnels de la culture, les jeunes en formation dans les Hautes écoles "**producteurs de culture**", et les élèves. Enfin, il contribue à favoriser le développement **des pratiques culturelles en milieu scolaire** en collaborant notamment avec l'institution en charge de la formation initiale des enseignantes et des enseignants.



1. Loi sur l'instruction publique, art. 10, let. d

Lexique

(cf. projet de loi pour la promotion de la culture et la création artistique, art. 3)

a) *actrices et acteurs du domaine de la culture*, toutes les personnes et entités publiques ou privées exerçant une activité culturelle dans le canton ou travaillant au service d'une entité publique ou privée exerçant une telle activité

b) *concertation*, la recherche active de solutions acceptées par toutes les parties devant se concerter, sans remise en cause des compétences normatives et décisionnaires des collectivités et autorités concernées

c) *condition professionnelle*, l'ensemble des conditions matérielles, juridiques et sociales dans lesquelles une personne exerce sa profession

d) *consultation*, le fait pour l'autorité qui consulte de demander l'avis de personnes ou d'entités tierces sur un projet de sa compétence, de prendre connaissance de cet avis, d'en évaluer la pertinence et d'en rendre compte au moins sommairement

e) *coordination*, la pratique, pour des collectivités ou autorités, de s'informer mutuellement de leurs projets et intentions dans le domaine faisant l'objet de la coordination et de faire en sorte que les mesures qu'elles prennent ne soient pas contradictoires et optimisées en vue de la réalisation d'un but commun

f) *création artistique*, toutes les étapes conduisant à la réalisation d'une œuvre d'art ou d'une performance artistique, incluant la recherche préalable ainsi que les actions relatives à leur présentation, à leur promotion et à leur diffusion

h) *institutions culturelles*, les entités qui, au bénéfice d'une infrastructure ou, à défaut, d'une organisation pérenne, exercent une activité culturelle ou offrent une programmation culturelle au public de manière régulière

ANNEXE 2

**DOCUMENT-CADRE
POUR UNE STRATEGIE DE COFINANCEMENT
DE LA CREATION ARTISTIQUE
ET DES INSTITUTIONS CULTURELLES**

Table des matières

I.	Préambule	3
II.	Objectifs	4
III.	Cofinancement de la création artistique	5
IV.	Cofinancement des institutions culturelles	7
V.	Planification financière	10
VI.	Définitions	12

I. PREAMBULE

Le 10 mai 2019, 83% de la population du canton de Genève plébiscitait l'IN167, intitulée "Pour une politique culturelle cohérente à Genève", modifiant l'article 216 de la Constitution genevoise (Cst-GE). La Constitution consacre désormais le rôle du canton en matière de coordination d'une politique culturelle cohérente sur le territoire, avec deux principes fondamentaux : celui de la « concertation » avec les communes et celui de la « consultation » des actrices et acteurs du domaine de la culture (Art. 216 al. 3 Cst-GE).

La Constitution introduit également la notion d'une **stratégie de cofinancement concertée entre le canton et les communes pour la création artistique et les institutions culturelles** (Art. 216 al. 4 Cst-GE).

Afin d'adapter le dispositif légal, une vaste concertation a été menée au printemps 2021 par le canton, soit pour lui le département de la cohésion sociale. Au printemps 2022, ont été mis en consultation auprès des actrices et acteurs du domaine de la culture **un projet de Lignes directrices de la politique culturelle et l'avant-projet de loi pour la promotion de la culture et de la création artistique (LPCCA)**.

En parallèle, des travaux ont été menés avec la Ville de Genève et l'Association des communes genevoises (ACG) avec pour objectif principal de proposer une stratégie de cofinancement de la création artistique et des institutions culturelles. Pour ce faire, le canton a institué le 16 mars 2022 un comité de pilotage politique (ci-après COPIL¹).

Ce COPIL s'est adjoint les forces d'un groupe de travail composé de représentant.es du canton, de la Ville de Genève et de l'ACG, ainsi que de sous-groupes de travail pour traiter les questions liées à la stratégie de cofinancement, à l'avant-projet de loi, à la bascule fiscale et à la communication.

Ces organes se sont régulièrement réunis entre mars et novembre 2022. Le COPIL ainsi que le groupe de travail vont continuer leurs travaux jusqu'à l'entrée en vigueur de la LPCCA et donc jusqu'à la fin du processus législatif lié à celle-ci.

Dès l'entrée en vigueur de la LPCCA, et conformément à l'article 8 de celle-ci, un organe de concertation et de coordination prendra le relais. Cet organe aura notamment pour objectif de conclure les négociations sur le financement.

Les négociations relatives à la stratégie de co-financement et à sa mise en œuvre doivent être menées dans les cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la LPCCA. Ce délai peut être prolongé jusqu'à deux ans, avec l'accord du canton de Genève, de la Ville de Genève et de l'Association des Communes Genevoises. Au cas où les travaux seraient interrompus, le projet de loi relatif à la bascule fiscale sera automatiquement déposé devant le Grand Conseil dans les deux ans.

Le présent document est une première version de la **stratégie de cofinancement de la création artistique et des institutions culturelles et fait l'objet d'un accord entre les parties impliquées, soit le canton, l'ACG et la Ville de Genève**.

Ce document est destiné à évoluer dans le cadre des futurs travaux de l'organe de concertation et de coordination prévu par le projet de LPCCA. Il s'agit du premier jalon d'un processus qui se développera en dialogue avec les différentes parties prenantes.

¹ Ce COPIL est présidé par le conseiller d'Etat chargé de la culture, et composé de 5 autres magistrat.es cantonaux et communaux : la conseillère d'Etat chargée des finances, les conseillers administratifs de la Ville de Genève chargés de la culture et des finances, le président de l'Association des communes genevoises (ACG), ainsi que la présidente de la commission ACG de la culture.

II. OBJECTIFS

Conformément au nouvel article 216 de la Constitution genevoise, le canton participera au financement de la création artistique et des institutions culturelles à Genève.

Le canton augmentera son soutien en collaboration et en concertation avec l'ensemble des communes genevoises, pour garantir une offre culturelle de qualité et accessible à l'ensemble des habitantes et habitants du canton.

Le cofinancement de la création et des institutions culturelles vise à assurer une complémentarité et une cohérence entre les soutiens culturels sur le territoire. Il vise également un rééquilibrage des charges entre les apports du canton et des communes genevoises, notamment la Ville de Genève.

L'article 4 du projet de LPCCA définit les principes de la politique culturelle de l'Etat, tandis que l'article 5 définit les missions de l'Etat. Ces principes et ces missions se déclinent dans le présent document en **objectifs du cofinancement de la création artistique et des institutions culturelles**.

A noter que l'entrée en vigueur de la LPCCA va ouvrir la possibilité d'un soutien financier conjoint à l'ensemble des actrices et acteurs du domaine de la culture sur l'ensemble du territoire du canton de Genève, indépendamment de leur taille ou de leur domaine artistique afin d'atteindre ces objectifs.

Ces **objectifs du cofinancement de la création artistique et des institutions culturelles**, concertés entre le canton, l'ACG et la Ville de Genève, sont les suivants :

- Soutenir l'ensemble des étapes du processus de création de la recherche à la diffusion ainsi que les parcours artistiques dans leur globalité
- Garantir une juste rémunération des actrices et acteurs du domaine de la culture ainsi que des conditions de travail de qualité et exemptes de discriminations
- Favoriser le rayonnement de la création artistique genevoise au niveau cantonal, régional, national et international
- Encourager l'émergence artistique, les nouvelles formes, l'expérimentation, en particulier à travers la collaboration avec les institutions de formation
- Garantir un accès à la culture pour toutes et tous
- Assurer la préservation et la mise en valeur du patrimoine historique, scientifique et culturel genevois
- Encourager une répartition équilibrée des événements et lieux culturels sur l'ensemble du territoire cantonal

III. COFINANCEMENT DE LA CREATION ARTISTIQUE

Le financement de la création artistique² peut être pluriannuel, sous forme de contrats de prestations ou conventions de subventionnement, ou ponctuel.

L'**organe de concertation et de coordination** prévu par l'article 8 du projet de LPCCA veille à garantir la cohérence des soutiens à la création cantonaux et communaux tout au long du parcours des actrices et acteurs du domaine de la culture en tenant compte des spécificités des domaines artistiques. Par cohérence, on entend notamment la complémentarité de l'offre culturelle et l'absence de contradiction entre les soutiens publics.

Le cofinancement de la création artistique du canton et de l'ensemble des communes genevoises est articulé sur les modèles financiers suivants :

1. Financement conjoint du canton et des communes

Le canton et les communes souhaitent mettre sur pied des **soutiens conjoints** alimentés par des financements cantonaux et communaux. Ceux-ci peuvent se répartir de deux façons :

- Avec un **financement équivalent** de chaque collectivité impliquée, comme prévu dans l'article 16 alinéa 3 a du projet de LPCCA
- Avec un **financement majoritaire d'une collectivité**, les autres collectivités partenaires apportant un financement minoritaire mais régulier et significatif, comme prévu dans l'article 16 alinéa 3 b du projet de LPCCA.

La forme et la gouvernance de ce mécanisme restent à définir.

Il est envisagé de mettre en place des soutiens répartis selon différents axes :

- **Soutiens par thèmes transversaux**
(par exemple dispositif de rémunération des artistes ou cultures numériques)
- **Soutiens par domaines artistiques**
(par exemple théâtre, danse, musique, pluridisciplinaire ou arts visuels)
- **Soutien d'une ou plusieurs étapes du processus de création**
(par exemple recherche, répétitions, production, diffusion ou accès)
- **Soutien pour le développement de projets sur l'ensemble du territoire**
(par exemple projet transfrontalier, projet de proximité favorisant la cohésion sociale entre plusieurs communes)

Ces soutiens conjoints pourront faire l'objet de commissions d'expert.es communes, comme c'est le cas actuellement pour les soutiens COVID ou certaines bourses dans le domaine du livre.

Une éventuelle mutualisation d'une partie des ressources financières se fera progressivement, en commençant par **deux domaines pilotes**, par exemple la rémunération des artistes et les cultures numériques.

Un élargissement des soutiens à d'autres domaines sera étudié sous réserve de l'évaluation des deux projets pilotes et de la confirmation du financement supplémentaire du canton.

En cas de mutualisation, il est essentiel de veiller à ce que la répartition des soutiens des communes, hors montants LRT-2, soit proportionnelle à l'engagement financier des parties : ainsi les soutiens de la Ville de Genève doivent continuer à être attribués prioritairement à des projets de création sur son territoire.

De la même manière, les soutiens des autres communes genevoises doivent être attribués de manière prioritaire à des projets hors territoire de la Ville de Genève.

² Voir chapitre 6, définitions

A noter que l'enveloppe de soutien à la création du Fonds intercommunal³ (FI), ainsi que les sommes LRT de l'ancien Fonds cantonal d'aide à la création qui ont été transférées à la Ville de Genève via le fonds de régulation seront repris par le canton et alimenteront ce financement conjoint.

Une attention sera portée aux bénéficiaires historiques du fonds cantonal d'aide à la création.

2. Financement prioritaire du canton ou d'une commune

Le canton et les communes peuvent poursuivre ou créer, chacun de leur côté, des **dispositifs de soutien spécifiques** par domaines artistiques, étapes de création et/ou thèmes transversaux.

Dans le cas où un champ de la création artistique est soutenu prioritairement par le canton ou par une commune genevoise, une participation complémentaire du canton ou d'une autre commune au dispositif est possible en tout temps, comme prévu à l'article 16 alinéa 3 c du projet de LPCCA.

Le canton souhaite conserver en son sein un dispositif de soutien pour l'ensemble de la chaîne du livre et développer son soutien à la diffusion pour un rayonnement de la création sur l'ensemble du territoire genevois.

Il prévoit de renforcer son soutien à l'accès à la culture par la mise en place de soutiens à des projets artistiques qui développent particulièrement leur volet de médiation et/ou d'intégration.

Il entend par ailleurs créer des soutiens spécifiques à la relève, à la consolidation des carrières, à la recherche artistique, à la rémunération des artistes et à l'innovation.

³ Quel que soit le choix retenu, les montants liés à la LRT qui transitent par le FI ne pourront pas faire l'objet d'une bascule fiscale.

IV. COFINANCEMENT DES INSTITUTIONS CULTURELLES

Cette stratégie propose deux modèles de cofinancement :

- Un **financement durable et conjoint de certaines institutions** par le canton et une ou plusieurs communes
- Un **financement complémentaire pour toutes les autres institutions** financées prioritairement par le canton ou une commune genevoise.

L'objectif est de garantir un accès possible aux financements publics pour toutes les institutions culturelles sur le territoire de Genève, indépendamment de leur taille et de leur domaine d'activité, en fonction des objectifs définis au chapitre II de la présente stratégie.

1. Institutions financées conjointement par le canton et les communes

Il s'agit d'un **financement régulier, sous la forme de contrats ou de conventions tripartites/quadrupartites** signés entre l'institution, le canton, ainsi que la Ville de Genève et/ou autre commune genevoise.

Ces financements réguliers peuvent se répartir de deux façons :

- Par un **financement équivalent** de chaque collectivité impliquée, comme prévu dans l'article 15 alinéa 3a du projet de LPCCA. C'est notamment le cas pour certaines institutions situées en Ville de Genève
- Par un **financement majoritaire d'une collectivité**, une ou plusieurs autres collectivités apportant un financement minoritaire mais régulier et significatif, comme prévu dans l'article 15 alinéa 3b du projet de LPCCA.

Dans le cas d'institutions constituées en fondations publiques ou privées, et si c'est jugé pertinent, le canton s'impliquera dans la **gouvernance de ces institutions** au prorata des apports, en tenant compte de l'entretien des infrastructures, de l'implication ou non de la Ville de Genève ou des autres communes, et de tout autre élément matériel jugé pertinent.

Concernant les objets pour lesquels un financement cantonal conséquent pour les investissements est demandé, le Conseil d'Etat se réserve la possibilité d'invoquer l'article 67 alinéa 3 de la Constitution genevoise pour permettre au corps électoral cantonal de se prononcer.

Le cofinancement de ces institutions est opéré :

- En partie via un **rééquilibrage du fonds de régulation suivi de la bascule fiscale**⁴
- En partie via **des apports budgétaires complémentaires du canton**, notamment afin de subvenir aux besoins supplémentaires avérés des institutions financées conjointement.

A noter que pour les institutions qui fonctionnent sous la forme de services municipaux, un cofinancement et une gouvernance conjointe impliquent un **changement de forme juridique** pour la gouvernance des institutions concernées.

Le choix des institutions se fait en concertation entre le canton, la Ville de Genève et l'ACG.

Ces trois entités établissent d'un commun accord que le **cofinancement de ces institutions** est nécessaire afin d'atteindre les objectifs listés dans le chapitre 2 du présent document.

⁴

La bascule fiscale consiste à transférer, de manière pérenne, des ressources fiscales d'une collectivité publique à une autre, pour un montant équivalent, en modifiant les centimes additionnels (ou taux d'imposition) à la baisse dans la collectivité qui voit ses dépenses diminuer et à la hausse dans celle qui voit ses dépenses augmenter. Cette bascule fiscale fait l'objet d'une loi approuvée par le Grand Conseil.

Les institutions suivantes sont proposées pour un financement conjoint sous réserve d'un examen de l'opportunité et de la faisabilité :

Domaine	Institution	Type de cofinancement envisagé
MUSIQUE ET ART LYRIQUE	Grand Théâtre de Genève	Equivalent VGE - canton Changement de forme juridique
	Orchestre Suisse romande	Statu quo : Equivalent VGE - canton
	Orchestre de Chambre de Genève	Equivalent VGE - canton
	Association pour le soutien à la musique vivante (ASMV)	A définir Majoritaire ou minoritaire canton – Carouge
	Association pour l'encouragement à la musique improvisée (AMR)	Equivalent VGE - canton
THEATRE	Cave 12	Equivalent VGE - canton
	Comédie de Genève	Equivalent VGE - canton
	Théâtre de Carouge	Majoritaire canton - Minoritaire Carouge
	Théâtre des Marionnettes	Equivalent VGE - canton
	Théâtre Am Stram Gram	Equivalent VGE - canton
DANSE	Association pour la Danse Contemporaine (ADC)	Equivalent VGE - canton
	Concorde espace culture	Vernier - canton En discussion
MUSEES	Musée d'Art et d'histoire (MAH)	Equivalent VGE - canton Changement de forme juridique
	Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (MICR)	Equivalent VGE - canton
ARTS VISUELS	MAMCO	Statu quo : Equivalent VGE - canton
	Halle nord	Equivalent VGE - canton
	Centre d'art contemporain (CAC)*	Equivalent VGE - canton
CINEMA	Cineforum	Equivalent VGE - canton
	Fonction: cinema	Equivalent VGE - canton
	Geneva International Film Festival (GIFF)	Equivalent VGE - canton
	Festival du film et forum international sur les droits humains (FIFDH)	Equivalent VGE - canton
LIVRE	Bibliothèque de Genève (BGE)	Equivalent VGE - canton Changement de forme juridique
	Musée de la BD	Majoritaire canton -Minoritaire Grand-Saconnex
	Fondation Bodmer	Majoritaire canton - Minoritaire Cologny
PLURIDISCIPLINAIRE	Bâtie – Festival de Genève	VGE – communes - canton Majoritaire ou équivalent
	Festival Antigél	VGE – communes - canton Majoritaire ou équivalent
	Les Créatives	VGE – communes - canton Majoritaire ou équivalent
	Porteous	Vernier - canton Majoritaire ou équivalent

*ajouté en 2023.

2. Institutions financées prioritairement par le canton ou les communes

Ce mode de financement a pour but de financer **des institutions culturelles sur l'ensemble du canton de Genève qui ne sont pas soutenues par le biais d'un financement conjoint** prévu au point IV-1 du présent document afin d'atteindre les objectifs concertés entre les parties.

Le canton maintiendra son financement prioritaire aux institutions qu'il soutient actuellement⁵.

Les communes qui le souhaitent pourront soutenir ces institutions de manière ponctuelle ou spécifique à certains projets.

Le canton pourra apporter en outre des **soutiens complémentaires** aux institutions financées de manière régulière par une ou des communes genevoises et situées sur l'ensemble du territoire du canton.

Ce soutien leur permettra de développer un ou des **volets spécifiques** de leur activité en lien avec les priorités de la politique culturelle cantonale énoncées dans les lignes directrices (soutien à la création, accès à la culture, inclusion, développement durable, rayonnement...).

Les soutiens du canton seront attribués tous les 4 ans sur appel à projets.

⁵ La Fondation pour l'écrit, la Maison Rousseau et Littérature, les Rencontres internationales de Genève, le Concours international de Genève, la Fédération Mondiale des Concours internationaux de Musique et l'Association pour le patrimoine industriel.

V. PLANIFICATION FINANCIERE

1. Financements

Le plan financier quadriennal (PFQ)⁶ pour les années 2023 à 2026 a été adopté par le Conseil d'Etat. Les montants dans le Fonds de régulation, en lien avec la LRT-2, ne sont pas pris en compte

Financements supplémentaires par poste au PFQ

Répartition PFQ		(montants en millions de francs)			
		2023	2024	2025	2026
I. Financement de la création : 3,2 mios (point III du présent document)	Apport	1,1	1,4	0,7	
	Création				
	Rémunération	0,5			
	Diffusion	0,2	1,4	0,7	
	Accès	0,4			
	Cumul (I)		2,5	3,2	3,2
II. Institutions financées conjointement : 5,5 mios (point IV-1 du présent document)	Apport		3,9	0,6	1
	Cumul (II)		3,9	4,5	5,5
III. Financements pour toutes les autres institutions : 2,3 mios (point IV-2 du présent document)	Apport		2,3		
	Cumul (III)		2,3	2,3	2,3
TOTAL cumulé par année Soit 11 millions sur la période 2023-2026		1,1	8,7	10	11

⁶ RD1484, adopté le 15 septembre 2022 par le Conseil d'Etat.

2. Investissements

Considérant les besoins en matière de développement des infrastructures culturelles et de la conservation du patrimoine culturel, le canton prévoit un soutien institutionnel à des projets de rénovation et d'agrandissement d'institutions existantes ou en devenir.

À la satisfaction de l'ensemble des partenaires, les précédents accords entre le canton et les communes ont accompagné les engagements financiers cantonaux dans les institutions suivantes, qui sont aujourd'hui reconnues pour leur rayonnement et réussite artistiques :

	Montant en millions	Période	Statut
Théâtre de Carouge	10	2019-2020	Dépenses enregistrées (2020), Bouclement PL 13154
Nouvelle Comédie	45	2018-2021	Dépenses enregistrées (2021), Bouclement PL13161

Les subventions d'investissements, identifiées ci-après, font l'objet d'un travail commun entre les collectivités concernées. Sur la base des montants issus d'études et de travaux menés avec les différents partenaires, le canton a inscrit dans son plan décennal des investissements (PDI) les montants relatifs à sa participation. Celle-ci est complémentaire aux apports d'autres collectivités publiques ou de tiers partenaires.

L'étude de l'ensemble des besoins en investissement doit encore être approfondie et ces derniers seront traités au sein de l'organe de concertation et de coordination.

Investissements prévus par le canton :

	Montant en millions	Période	Statut
Musée de la BD	5	2024-2025	Inscrits au PDI 2023-2032
Porteous	3	2025-2027	Inscrits au PDI 2023-2032

Les négociations concernant le Grand Théâtre de Genève, la Bibliothèque de Genève et le Musée d'Art et d'Histoire seront engagées en tenant compte des capacités financières des parties impliquées et des évaluations conjointes concernant les besoins avérés liés à ces projets.

Afin de compléter l'information relative au PDI, il est important de préciser que ce dernier est mis à jour une fois par année par le Conseil d'Etat en vue d'une réévaluation des besoins.

Le PDI contient des objets ayant atteint un certain niveau de maturité, notamment par rapport à la volonté politique, la faisabilité technique et l'estimation financière globale. C'est pourquoi certains objets sont inscrits dans la version publiée du PDI et d'autres affichent un statut de "priorité ultérieure". Cette deuxième catégorie, décidée par le Conseil d'Etat, ne fait pas l'objet d'une publication dans le PDI actuel, mais sera traitée lors de la prochaine actualisation de celui-ci.

A titre d'exemple, les coûts de fonctionnement induits pour un investissement de 125 millions de francs au travers d'une subvention d'investissement se monteraient à environ 4.7 millions de francs dont 3.1 millions de francs pour les amortissements (taux 2,5%) et 1,6 million de francs pour les intérêts (taux de 1.25%).

VI. DEFINITIONS

Etat

Le canton, les communes et les institutions de droit public, conformément à l'article 148 alinéa 1 Cst-Ge.

Actrices et acteurs du domaine de la culture

Toutes les personnes et entités publiques ou privées exerçant une activité culturelle dans le canton ou travaillant au service d'une entité publique ou privée exerçant une telle activité.

Création artistique

La notion de création artistique recouvre ici toutes les activités à l'origine de la constitution d'une œuvre artistique, soit les étapes de recherche, de conception, de réalisation, de production, de diffusion, de reprise et de promotion. Le terme souligne également la dimension vivante du processus à l'origine d'une œuvre, et rappelle qu'à l'origine de toute œuvre il y a des créatrices et créateurs.

Institutions culturelles

Une institution culturelle, aussi appelée structure ou entreprise culturelle, et qui, au bénéfice d'une organisation pérenne, exerce une activité culturelle ou offre des prestations culturelles au public de manière régulière. Il peut s'agir d'un lieu culturel sis "entre quatre murs" notamment un théâtre, une scène de concert, ou d'un événement itinérant qui se déroule dans plusieurs lieux simultanément ou de manière itinérante.

Soutien à la création artistique

La notion de soutien à la création artistique décrit les moyens notamment financiers et matériels apportés, par les collectivités publiques, à des projets artistiques portés par des personnes morales, notamment à des associations et fondations ou à des personnes physiques, visant à concevoir, produire et diffuser une création artistique.

Soutien aux institutions culturelles

La notion de soutien aux institutions culturelles décrit l'appui financier et matériel apporté par les collectivités publiques à des institutions culturelles de manière à soutenir leur fonctionnement régulier, ou des projets spécifiques portés par ces institutions qui prennent la forme de soutiens ponctuels.

Financement

Par financement, il est entendu les subventions monétaires et non monétaires (gratuités), telles que les mises à disposition de locaux, de matériel et de personnel.

Cofinancement

Dans le cadre du financement de la culture, les collectivités publiques, notamment les communes et le canton, peuvent décider de financer conjointement des institutions culturelles ou la création artistique. La part de ces financements est à décider au cas par cas, de manière régulière ou ponctuelle.

Condition professionnelle

L'ensemble des conditions matérielles, juridiques et sociales dans lesquelles une personne exerce sa profession.

Concertation

Recherche active de solutions acceptées par toutes les parties devant se concerter, sans remise en cause des compétences normatives et décisionnaires des collectivités et autorités concernées.

Consultation

Le fait pour l'autorité qui consulte de demander l'avis de personnes ou d'entités tierces sur un projet de sa compétence, de prendre connaissance de cet avis, d'en évaluer la pertinence et d'en rendre compte au moins sommairement.

Coordination

La pratique, pour des collectivités ou autorités, de s'informer mutuellement de leurs projets et intentions dans le domaine faisant l'objet de la coordination et de faire en sorte que les mesures qu'elles prennent ne soient pas contradictoires et soient optimisées en vue de la réalisation d'un but commun.